



Association Sénégalaise d
es Anciens Fonctionnaires
Internationaux

INTERVIEW

Madame Karima Bounemra Ben Soltane
Directrice de l'IDEP

“

*... l'avenir ne peut se
construire de manière solide
sans une bonne connaissance
du passé, et le passé est porté
par des personnes qui ont
contribué à le faire...*

”



Il y a bien une vie après la retraite !

Focus sur les activités de quatre anciens
fonctionnaires des Nations Unies

Dans ce numéro

- *Mot du Président*
- *Vie de l'association*
 - *Adhésions*
 - *Assistance aux membres*
 - *Visite de courtoisie aux doyens*
 - *Participation à la 49ème Session du Conseil de la FAAFI*
 - *Mobilisation des ressources*
- *Interview de la Directrice de l'IDEP*
- *Compte rendu de la réunion du Comité directeur du 26.09.2019*
- *Distinction de l'Union africaine obtenue par le Président Makane Faye*
- *Il y a bien une vie après la retraite : Portraits d'anciens fonctionnaires qui entreprennent*
 - *Abdou Khadre Diakhaté: PDG de BDCG-Mbaco Sécurité*
 - *Djibril Ndiaye : Promoteur de LALIMA*
 - *Mamoudou Ndiaye, MD, CFE-CII- B.OPJ*
 - *Mansour Sow, Conseiller spécial du Maire de Gorée*
- *Orbituaire.*

Comité de rédaction

- Makane Faye, Président ASAFI
- Mansour Sow, Secrétaire à l'information
- Djibril Ndiaye, Éditeur

Membre du bureau ASAFI

Makane Faye ; Awa Thiongane ;
Abdou Khadre Diakhaté ; Adiar Ba ;
Aboubacry Demba Lom ; Makhtar Fall ;
Mansour Sow ; Djibril Ndiaye

Site web : www.asafi.sn

Bulletin édité, mis en page et imprimé
par LALIMA MULTISERVICES,
Parcelles assainies, Route de Jaxaay,
Keur Massar, Unité 2-numéro 343,
Tél.:+221778196220
Email: jibril.ndiaye@gmail.com

Mot du Président

Il y a bien une vie après la retraite !



L'Association Sénégalaise des Anciens Fonctionnaires Internationaux (ASAFI) qui regroupe les retraités du système des Nations Unies a été créée en octobre 2006 avec comme organes principaux : l'Assemblée générale, le Comité directeur et le Bureau exécutif. L'ASAFI a le plaisir

de vous annoncer la parution du deuxième numéro de son Bulletin d'information.

Je félicite les membres du Comité de Rédaction pour ce travail et encourage les membres de l'Association à envoyer des articles et photos pour publication dans les prochaines éditions du bulletin et sur le site web. Une partie du bulletin est réservée au travail post-retraite de membres de l'ASAFI montrant ainsi qu'il était bien possible de mener des activités après la retraite. D'ailleurs, l'ASAFI exhorte tous les retraités à se trouver une activité bénévole ou lucrative. Cela est en ligne avec la résolution 46/91 des Nations Unies qui a adopté des principes pour les séniors leur permettant de « mieux vivre les années gagnées ». En outre, en 2002, la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement, organisée par l'ONU a adopté le Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement pour répondre aux opportunités et aux défis du vieillissement de la population au XXIe siècle et pour promouvoir le développement d'une société plus inclusive pour tous les âges.

Les recommandations des Nations Unies sur les Seniors constituent une série de principes directeurs dans les domaines de l'indépendance, de la participation, des soins, de l'épanouissement personnel et de la dignité que les gouvernants et la société entière doivent respecter et parmi lesquels nous pouvons citer ce qui suit. Les personnes âgées devraient :

- avoir la possibilité de travailler ou d'avoir accès à d'autres sources de revenus ;
- pouvoir prendre part à la décision qui détermine à quel moment et à quel rythme elles se retireront de la vie active ;
- partager leurs connaissances et savoir-faire avec les jeunes générations ;
- être en mesure de rechercher et de faire fructifier les possibilités de rendre service à la collectivité et d'offrir bénévolement leurs

services, conformément à leurs intérêts et à leurs capacités ;

- avoir la possibilité d'assurer le plein épanouissement de leurs possibilités.

Nous soutenons cette réflexion de Mamadou Ba, Docteur en Ressources animales à la retraite, qui répondait à un post sur ma page facebook concernant la célébration de la Journée internationale des personnes âgées : « *Oui mon cher ami, nous devons résister et faire valoir notre capital "expérience" qui mérite d'être valorisé. Nous constituons les fondements de l'édifice. Restons actifs dans la réflexion et refusons d'être confinés sur les chaises pliantes ou les "grands places" ».*

En effet, en se référant au Plan d'Action International de Madrid sur le vieillissement, nous devons développer des initiatives mettant l'accent sur les séniors en tant qu'actifs de la société et en maximisant les possibilités de maintenir et d'améliorer les relations intergénérationnelles. Les séniors ont à la fois le temps et l'expertise nécessaires pour se porter volontaires et contribuer à la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD). La coopération entre les seniors et les moins âgés d'Afrique sera très profitable au développement économique et social de notre continent.

Conformément aux recommandations de l'ONU sur les séniors, votre serviteur ne fréquente pas les "grands-places" à jouer à la belotte à longueur de journée ; par contre, il offre bénévolement ses services à la communauté africaine et mondiale. A ce titre, il est :

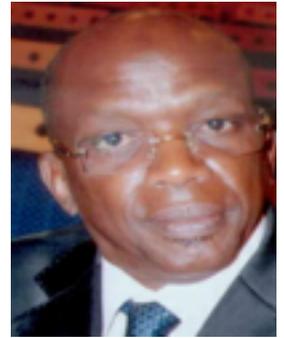
- a) le Secrétaire Général du Forum africain sur la Gouvernance de l'Internet, Union Africaine ;
- b) le Président du Comité scientifique du Forum ouest africain sur la Gouvernance de l'Internet, CEDAO ; et
- c) Membre du Comité Exécutif de l'Association pour le Soutien du Forum mondial sur la Gouvernance de l'Internet (IGFSA).

Enfin votre serviteur a publié en juillet 2019 un manuel, en anglais, intitulé « Development of National and Regional Internet Governance Forums in Africa » disponible sur www.afigf.africa/.

Nous vous souhaitons une bonne lecture de ce bulletin et en particulier du rôle des Seniors de l'ASAFI sur le développement de l'Afrique et du Sénégal.

Makane Faye, Président, ASAFI

Abdou Khadre Diakhaté : PDG de BDCG-Mbaco Securite



Abdou Khadre Diakhaté
Directeur Général
Business Development Consulting Group MBACO Intl,
Secrétaire Général
Association Sénégalaise des Anciens Fonctionnaires
Internationaux des Nations Unies (ASAFI),
Membre Fondateur de Agir Pour un Etat de Droit (APED)
Ancien Fonctionnaire du Tribunal Pénal International,
Ancien Secrétaire d'Ambassade, Représentation Sénégalaise en France
Ancien Greffier des Cabinets d'Instruction du Tribunal Régional
Hors Classe de Dakar,
Ancien Officier de Police Judiciaire de Gendarmerie

Officier des Droits de l'Homme et des Peuples, M. Abdou Khadre Diakhaté a une expérience de plus de 35 ans de services, dont 12 années avec la section chargée des questions de défense et de la gestion du quartier Pénitentiaire des Nations Unies du Tribunal pénal international pour le Rwanda. Il est spécialisé dans les enquêtes de Police judiciaire et de Criminologie en passant par la sécurité et les droits de l'homme et possède une grande expertise des relations internationales et de la justice Pénale Internationale. Expert en Paix et Sécurité et diplômé du Kenya Institute Management, il est consultant inscrit au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). M. Diakhaté a sillonné avec succès durant une longue carrière de multiples institutions nationales, des ONG, des représentations gouvernementales et diplomatiques sénégalaises et enfin l'Organisation des Nations Unies.

Après la retraite, il décide de mettre à profit son dynamisme et son expérience et crée en 2013 sa propre entreprise dénommée Business Development Consulting Group-MBACO International. L'entreprise emploie présentement plus d'une quarantaine de personnes dont 7 dans son administration et le reste déployé dans différents sites de surveillance et de gardiennage. Outre son activité de consultance, l'entreprise excelle aussi dans l'événementiel, l'immobilier, le transport, la sécurité et les prestations de service. Toutefois, au vu de la recrudescence du fléau des violences et de l'insécurité sur le territoire national sénégalais M. Diakhaté a estimé nécessaire et urgent d'axer principalement l'activité de sa société sur les aspects sécuritaires.

SÉCURITÉ SURETÉ SECTION – M3S

Business Development Consulting Group MBACO INTERNATIONAL met un point d'honneur à promouvoir un environnement de vie sain et stable à travers

la sécurité des biens et des personnes. Pour cela, elle fournit aux candidats des formations de qualité au métier d'agent de sécurité, de superviseurs et d'agents de garde rapprochée qui maîtrisent toutes les techniques de combats et d'usage des armes de poing.

SITES EN CHARGE

1. Senelec (Magasin de stockage de hann)
2. Senelec (Poste 90) de Sococim Bargny,
3. Elton Service (entrée Zone de captage)
4. Mercure Agence de Voyages (VDN)
5. Hopital Youssou Mbargane Diop de Rufisque
6. Groupe Magasins de Petersen,
7. Mbaye Garage Auto P.U
8. Pharmacie Thierno Tyléré captage,
9. Immeubles et villas divers

PARTENARIATS EN 2018 - 2019

MEDS: Nommé en 2018, Président de la Commission des Politiques Publiques et des Relations Internationales du MEDS, M. Diakhaté a participé à plusieurs séminaires, forums et rencontres afin de défendre la vision de sa corporation lors des différentes réunions des phases 1 et 2 du PSE.

OSST: La firme canadienne Opérations Santé Sécurité du Travailleur (OSST) avec à sa tête M. Ulysse Mac Carthy, en partenariat avec BDCG-Mbaco International œuvre dans les secteurs du génie civil, de l'industrie lourde, et des institutions. Elle fournit un audit des ressources humaines et de la SST, ainsi qu'un accompagnement en se basant sur des KPI's (Key performance indicators) adaptés à chaque structure et dans l'optique de favoriser la santé mentale et physique des travailleurs et d'atteindre au final le « risque zéro ». Un bureau permanent sera établi à Dakar avec une perspective de développement dans la sous-région dans les 5 ans à venir.

BOLD GAINDE GROUP : La société sénégalaise représentée par son PDG Mamadou Lamine Diop a récemment signé un partenariat avec BDCG-Mbaco International dans l'optique de l'organisation d'un événement sportif à visée internationale. Il s'agira d'un événement de MMA qui se déroulera au mois de décembre 2019 et pour une durée de 3 mois à l'Arène nationale de Diamniado. Mbaco aura pour rôle la prise en charge de tous les aspects sécuritaires liés à l'événement.

VIE DE L'ASSOCIATION

Adhésions

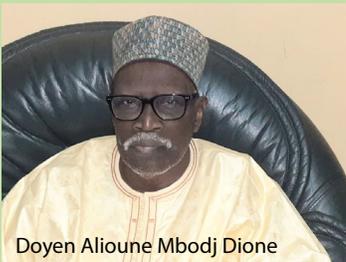
Vu le faible nombre de nouvelles adhésions et le non-paiement des cotisations, une série de emails, de SMS et d'appels téléphoniques ont été initiés par le Président en direction de nouveaux retraités, des anciens et des bénéficiaires de la Pension. Il faudra noter le paiement de 11 cotisations annuelles et 3 cotisations à vie. Cette dernière donne droit de membre à vie à l'époux ou l'épouse survivant.

Assistance aux membres

Le Président a distribué une fiche de recensement des retraités pour recueillir les données exactes du (de la) pensionnaire et des héritiers pour une prévision éventuelle de problèmes médicaux et de décès. Cependant, seules 4 personnes ont répondu au questionnaire. En outre, les membres reçoivent des informations ciblées de la part du Bureau qui par ailleurs, les soutient constamment dans la résolution de problèmes liés, entre autres, à la réception de leur pension, à l'assurance, au certificat d'existence, etc. Des membres du Comité Directeur ont fait le déplacement pendant les décès de membres ou pertes de proches pour présenter les condoléances de l'ASAFI.

Visite de courtoisie aux doyens

Des visites de courtoisie ont été effectuées chez les doyens Alioune Mbodj Dione, et Gora Bèye, respectivement Président et Trésorier de l'ASAFI de sa création en 2006 à octobre 2016. Elles ont permis de discuter de toutes les questions touchant la vie des retraités en général et de l'ASAFI en particulier. Les conversations avec les doyens ont aussi donné un nouvel élan aux membres du Bureau pour continuer à soutenir, avec altruisme, la communauté des retraités onusiens.



Doyen Alioune Mbodj Dione



Doyen Gora Beye

Mobilisation des ressources

Pour pallier le manque de ressources de l'ASAFI, un comité de Mobilisation des Ressources présidé par M. Issa Barro a été mis en place. Deux de ses recommandations ont été mise en œuvre, à savoir, l'organisation d'un point de presse et la contribution sous forme de Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE). Un point de presse a été organisé à l'IDEP et le Président a contribué pour un montant de 100.000F au titre de la RSE 2019.

Participation à la 49ème Session du Conseil de la FAAFI

La Fédération des Associations des Anciens Fonctionnaires Internationaux (FAAFI) a été fondée en 1975 et rassemble des associations de fonctionnaires des Nations Unies et des institutions spécialisées de l'ONU à la



retraite ou qui ont cessé leurs activités à l'ONU. Entre autres objectifs, la FAAFI promeut et défend les intérêts de la communauté des anciens fonctionnaires internationaux ; représente la communauté des anciens fonctionnaires internationaux auprès des organes compétents du système des Nations Unies ; soutient et coordonne les activités des associations membres, en particulier sur les questions de pensions et de protection de la santé. Elle est composée de 65 associations nationales regroupant plus de 18.500 membres. La FAAFI est la seule fédération de retraités des Nations Unies au niveau mondial.

Elle a tenu la 48ème session de son Conseil à Vienne, du 15 au 17 juillet 2019, dans les locaux des Nations Unies, avec le soutien de l'Association des Anciens Fonctionnaires Internationaux en Autriche. L'ASAFI y a été représentée par son Président, Makane Faye.

Les délibérations de la 48ème session ont porté, entre autres sujets, sur : les campagnes locales d'adhésion aux associations nationales, l'état d'avancement de la création de nouvelles associations nationales, à les faire adhérer à la FAAFI ; la nécessité de la participation régulière des membres aux sessions annuelles du Conseil ; la participation intégrale de la FAAFI aux travaux de la Caisse de Pension de l'ONU où elle est devenue un acteur clé pendant les sessions plénières et les nombreux comités qui analysent des sujets d'importance vitale pour les retraités ; le système d'ajustement des pensions qui mettait l'accent sur la suppression du montant de base en monnaie locale pour les pays où l'application de la filière en monnaie locale donnait des résultats aberrants ; les investissements des actifs de la Caisse de Pension ; l'assurance post-retraite ; le fond de secours d'urgence pour les anciens fonctionnaires ; le rapport de la FAAFI auprès d'ECOSOC en tant qu'organe consultatif ; le rapport intérimaire sur la gestion du budget de la FAAFI pour 2019 ; l'augmentation de la cotisation des associations nationales à la FAAFI à 2 dollars américains par individu membre ; la révision du règlement intérieur de la Fédération ; le renouvellement du Bureau de la FAAFI ; et la contribution aux travaux de l'ONU au service des personnes âgées du monde entier.

La quarante-neuvième session de la FAAFI est prévue dans la semaine du 13 au 19 juillet 2020 à Genève et toutes les associations membres sont invitées à y prendre part. Le rapport et les décisions de la réunion du Conseil sont disponibles sur : <http://www.fafics.org>.

Djibril Ndiaye : Promoteur de LALIMA MULTISERVICES

Djibril Ndiaye a pris sa retraite en septembre 2016, après 15 ans de service au Bureau de l'OIIT à Dakar en qualité d'Administrateur de la Bibliothèque et de l'information publique. Pour ne pas rester inactif, Djibril a aussitôt créé une entreprise individuelle dénommée LALIMA Multiservices.



LALIMA MULTISERVICES a acquis un équipement complet et adapté à son offre. Cet équipement lui permet de travailler de manière autonome pour fournir la meilleure qualité possible à sa clientèle. Elle s'appuie, aussi, en plus de son personnel technique, sur un réseau d'experts dans les domaines suivants :

- Documentation et archivistique ;
- Journalisme et communication ;
- Informatique et technologie de l'information et de la communication ;
- Vidéographie et réalisation de documentaires ;
- Correction, édition et infographie ;
- Organisation et gestion d'événements.

LALIMA MULTISERVICES propose des prestations de service dans les domaines de l'information et de la communication. Elle s'est notamment spécialisée dans :

1. Production et Gestion d'informations

- Capitalisation de projets et programmes (écrits et/ou audiovisuels)
- Production de magazines et de bulletin d'informations techniques
- Edition de documents administratifs, scientifiques et/ou techniques
- Conception, réalisation et maintenance de bibliothèques et/ou systèmes d'archivage électroniques
- Conception, réalisation et animation de sites Internet et de réseaux sociaux d'information et/ou de communication



2. Communication

- Conception, formulation et mise en oeuvre de stratégies de communications
- Conception, réalisation et impression de divers supports de communication : dépliants, plaquettes, brochures, présentation multimédia, affiches, banderoles, bâches, T-shirts/casquettes, gadgets de promotion, etc.)

3. Édition



LALIMA MULTISERVICES dispose de compétences pour procéder à la relecture, aux corrections orthographiques, grammaticales et syntaxiques de tous les genres de documents. Il est également capable de réaliser des maquettes respectant les principes et techniques éditoriaux et de s'adapter aux chartes graphiques qui lui seront soumises.

4. Impression



LALIMA MULTISERVICES dispose d'un matériel d'impression numérique de haute qualité et très performante. Il possède des équipements de finition pour donner la meilleure qualité possible à ses travaux. Il dispose aussi de matériels d'impression grands formats sur papier, vinyl, bache, backlit, etc.

LALIMA MULTISERVICES compte déjà parmi ses clients : le BIT, le PNUD, le Centre de suivi écologique, le Ministère de l'éducation nationale, l'Agence nationale de l'aquaculture, etc.

ORBITUAIRE

La fin de l'année 2018 et l'année 2019 ont été malheureusement marquées par le rappel à Dieu de deux membres à vie de l'ASAFI, Monsieur Louis Alexandrenne et le Colonel Djiby Diop ainsi que l'époux de Madame Aissatou Mboj Diouf. À leurs familles éplorées et à leurs proches, l'ASAFI exprime sa sympathie la profonde et présente ses sincères condoléances.



Feu Louis
Alexandrenne



Feu Colonel
Djiby Diop

INTERVIEW

Entretien avec Madame Karima Bounemra Ben Soltane Directrice de l'IDEP

Madame Karima Bounemra Ben Soltane exerce la fonction de Directrice de l'Institut Africain de Développement Économique et de Planification des Nations Unies (IDEP) depuis 4 ans maintenant. Avant d'arriver à ce poste, elle a été la Directrice du Bureau Afrique du Nord de la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) basé à Rabat et qui couvre 7 pays d'Afrique du Nord. Elle a aussi dirigé la Division de l'Information pour le Développement au siège de la CEA à Addis Abeba.

Madame Karima Bounemra Ben Soltane, Le comité de rédaction du bulletin d'information de ASAFI vous remercie pour votre disponibilité à inaugurer la rubrique « Interview » qui compte donner parole à une personnalité à chaque édition du bulletin. Pour commencer, pouvez-vous nous parler un peu de l'IDEP ?

L'IDEP a été créé par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 1962 et il est devenu opérationnel en novembre 1963. Il aura 56 ans dans quelques semaines. L'IDEP a été créé, à l'aube des nouvelles indépendances, pour aider les pays africains à développer leurs capacités en termes de planification et de développement économique. Il s'est adapté, petit à petit, à son environnement, et à la demande des pays africains. Aujourd'hui, l'institut forme environ 500 personnes par an en présentiel dans les différents domaines du développement durable. Ces formations sont délivrées sous forme de cours de courte durée (2 semaines en général) sur la planification bien sûr et des sujets aussi variés que la modélisation macroéconomique, l'analyse des données, les politiques sectorielles, l'industrie, l'agriculture, le transport, le commerce, le développement social, les questions de genre, les questions de gouvernance, la mobilisation des ressources, etc. En somme, les cours touchent tous les domaines qui ont un intérêt particulier pour nos pays et qui, en même temps, contribuent à la mise en œuvre des stratégies de l'agenda 2030 des Nations Unies (les ODD) et de l'agenda 2063 de l'UA. En plus des cours de courte durée, l'IDEP a un programme de Master sur les politiques industrielles en collaboration avec l'Université de Johannesburg. Il délivre aussi de plus en plus de cours en ligne qui connaissent un franc succès. A l'heure où nous parlons, un cours sur l'intégration régionale est en train de se dérouler. Nous venons de clôturer un cours sur l'industrialisation et le commerce. Depuis le début de l'année, plus de 600 personnes ont bénéficié des formations en ligne. La formation représente le plus gros de ce que fait l'IDEP, mais notre institut a également un programme de recherche prévoyant l'accueil de chercheurs ; l'organisation de séminaires, de dialogues de haut niveau, etc. Toutes ces activités sont destinées à perpétuer le rôle de think tank de l'IDEP en assurant toujours sa présence au niveau de la réflexion sur le développement du continent. La recherche qui est menée doit aussi pouvoir alimenter le contenu des cours de l'institut et ainsi garantir que l'IDEP reste à la pointe de la réflexion dans le domaine du développement.

Est-ce que vous pouvez nous dire quel est l'impact de l'IDEP dans le développement des pays africains ?

Je peux partager avec vous divers témoignages qui sont éloquentes de ce point de vue. Il y a quelques mois, le ministre des finances du Libéria

m'a fait une visite inopinée. J'ai été naturellement surprise de cette visite. Quand je l'ai accueilli, il m'a dit qu'il a été formé à l'IDEP. Il était en réunion à Dakar et qu'il ne pouvait pas venir à Dakar sans passer exprimer toute sa gratitude à l'IDEP et à toutes les personnes qui l'ont formé et qui continuent à former des membres de ses équipes. Ce genre de témoignage est fréquent. Par exemple, nous avons eu une formation de formateurs sur les questions de genre. Suite à quoi nous avons contacté l'une des personnes bénéficiaires pour l'associer à un nouveau cours sur le sujet. Navrée, elle a décliné notre invitation à intervenir comme personne ressource ; elle avait été nommée ministre. Evidemment tous nos stagiaires ne sont pas devenus ministres, d'autres témoignages nous viennent de personnes formées à l'IDEP qui, ayant été à égalité avec d'autres à l'issue d'une compétition pour des postes, ont pu être retenues du fait de la présentation du diplôme de l'IDEP ou de la référence à une formation à l'IDEP. Donc il y a vraiment une reconnaissance qui s'est construite au fil des années de la valeur des formations de l'IDEP. En plus de ces témoignages ponctuels, nous avons mené, il y a deux ans, une enquête sur 300 personnes, avec un taux de réponse de 80%. Au cours de cette enquête, nous avons essayé de mesurer l'impact de la formation de l'IDEP sur ses récipiendaires. Nous avons essayé de savoir s'ils utilisent ce qu'ils ont appris à l'institut dans leur travail et les réponses ont été très satisfaisantes. Nous avons aussi demandé si le fait d'avoir suivi une formation à l'IDEP avait une influence sur la carrière de la personne et nous avons été enchantés par le nombre de réponses positives.

Une actualité triste de l'année dernière associait le nom du grand Samir Amin à l'IDEP. Pouvez-vous nous parler des relations entre cette personnalité et l'IDEP ?

Nous avons effectivement rendu hommage à Samir Amin. Lorsque je suis arrivée à Dakar pour prendre service et commencer à travailler, l'une des premières personnes que j'ai rencontrées, c'est évidemment le grand Samir Amin. Si vous jetez un petit coup d'œil sur ma petite bibliothèque vous verrez qu'il est l'une de mes premières références. Samir Amin a marqué l'histoire de cet institut et il a marqué l'histoire du développement en Afrique et de façon générale dans le monde. Son nom est associé à celui de l'IDEP, à celui du CODESRIA, au mouvement alter mondialiste et à un certain nombre d'autres mouvements. Il nous laisse un regard et une pensée sur le développement et sur la relation entre le continent et le reste du monde. Je pense que Samir Amin a porté haut et fort, pendant très longtemps, le nom de l'IDEP et il s'est réellement investi sur les questions du développement du continent. Il est parti en étant l'une des grandes références que nous avons dans ce domaine là. Il est intéressant de noter que pendant un certain temps les gens avaient tendance à oublier, un

peu, les idées de Samir Amin, mais suite à la série de crises 2007-2008, pendant laquelle on a repensé le rôle de l'Etat, la relation entre l'Etat et le développement, on s'est repenché sur les écrits de Samir Amin qui étaient plus que jamais d'actualité sur plusieurs points. Evidemment ses idées ne faisaient pas toujours l'unanimité parce que c'est une école de pensée très particulière, mais il faut lui reconnaître beaucoup de lucidité dans ses développements. Et moi ce qui a toujours forgé mon respect et mon admiration c'est sa capacité à produire intellectuellement.

Aujourd'hui c'est le 24 octobre, la journée des Nations Unies, est-ce que l'IDEP a un programme de célébration ?

Cette journée est particulière parce que c'est une façon de se rappeler et de célébrer, tous les ans, le programme, le rôle, les objectifs et les valeurs des Nations Unies. L'IDEP n'a pas prévu d'activité spécifique cette année car il participe à la célébration dans le cadre du système des NU de façon générale, comme membre de la grande famille qu'est le SNU.



Mais, je dois vous dire qu'en ce qui nous concerne, nous célébrons les Nations Unies 365 jours sur 365, puisque nous sommes là pour servir nos États Membres en tant que centre de formation et de production intellectuelle. Dans notre mission de tous les jours, nous portons les valeurs du système des NU, les valeurs de la charte des NU dans tout ce que nous faisons. Nous n'avons pas de célébration particulière, mais le fait de recevoir ASAFI aujourd'hui c'est aussi pour nous une façon d'être dans la continuité. Pour moi, le fait de recevoir nos grands frères et nos grandes sœurs, aujourd'hui, était aussi très symbolique. Quand le Président Makane Faye m'a demandé si l'AG de ASAFI pouvait se réunir aujourd'hui à l'IDEP. Je lui ai répondu, évidemment, oui parce que la retraite c'est une étape nécessaire mais, en même temps, il peut être vu comme une étape arbitraire ou artificielle puisque les gens arrêtent de travailler pour la plupart quand ils sont au sommet de leur production intellectuelle et qu'ils peuvent encore donner. Donc, en accueillant aujourd'hui l'association, c'était aussi ma façon de dire que quand on a servi les NU un jour, on n'arrête pas on continue. Donc c'est pourquoi les membres de l'association sont les bienvenus à l'IDEP, ils y sont chez eux. Je pense que cette proximité est importante via l'association. Une valeur intellectuelle, une valeur de travail extraordinaire que nous reconnaissons et que nous respectons.

Les anciens fonctionnaires des NU ne vous remercieront jamais assez pour l'appui multiforme que vous leur apportez (salles de réunion à leur disposition, un bureau pour les permanences et plusieurs autres facilités)

La demande d'appui m'a été faite par le Président de ASAFI, Makane Faye. Moi j'ai été élevée dans le respect des aînés. Donc faire ce que je peux pour que les aînés se sentent bien, c'est quelque chose qui me vient naturellement. En d'autres termes je ne me suis même pas posé la question pour savoir s'il fallait le faire ou pas. Et comme je l'ai dit tout à l'heure, il me semble qu'il y a un potentiel extraordinaire auquel je fais souvent appel moi-même dans les réunions de l'IDEP. Parce que autant je suis portée vers l'avenir en ce qui concerne la réflexion sur le développement du continent, autant je pense que l'avenir ne peut se construire de manière solide sans une bonne connaissance du passé, et le passé est porté par des personnes qui ont contribué à le faire. On dit souvent de manière un peu triviale, qu'on ne doit pas réinventer la roue et pour ne

pas réinventer la roue il faut avoir une bonne connaissance de ce qui s'est fait dans le passé plus ou moins lointain. C'est pourquoi toute cette connaissance, tout ce savoir et ce savoir-faire qui sont portés par le réseau des membres de votre association me semblaient intéressants à associer à la réflexion de l'IDEP. Nous avons une approche multidisciplinaire et transversale du développement. Nous ne sommes pas focalisés sur un seul domaine. Nous touchons tous les domaines du développement et donc, vu la pluridisciplinarité des membres de votre association, il m'a semblé naturel de lui donner un espace pour ses activités ... disons que c'est du gagnant-gagnant.

Si vous vouliez donner quelques idées d'orientation à ASAFI, qu'est-ce que vous lui diriez ?

En fait j'ai vu, c'est normal, que votre association travaille beaucoup sur le bien-être de ses membres. En d'autres termes, la plupart du temps, aussi bien de vos membres de bureau ou de vos membres de façon générale, est consacrée à des questions administratives de la vie du retraité. Il reste très peu de temps pour l'organisation de la réflexion. L'IDEP invite souvent certains de vos membres à participer à ses activités. Or à mon avis, ASAFI devait se focaliser un peu plus sur la réflexion sur divers

sujets, en organisant par exemple des tables rondes (une ou deux fois par an). Vous serez les bienvenus chez nous pour tenir ces tables rondes. Vos membres venant de toutes les agences des NU, vous pouvez vous prononcer sur une diversité de sujets.

Et pourquoi pas aboutir sur des publications pour éviter que « la bibliothèque brûle »

Absolument et d'ailleurs à ce propos, quand je suis arrivée à Dakar j'ai trouvé une immense bibliothèque à la cave avec des livres qui étaient en train de moisir, exposés à des fuites d'eau et à des animaux nuisibles au papier. J'ai décidé de récupérer un maximum de ces publications et de les numériser. Maintenant, nous avons numérisé plus de la moitié de ce que les pays ont produit. Donc aujourd'hui, nous gardons la mémoire de ce que les pays ont produit depuis le début du siècle dernier dans le domaine de la planification.

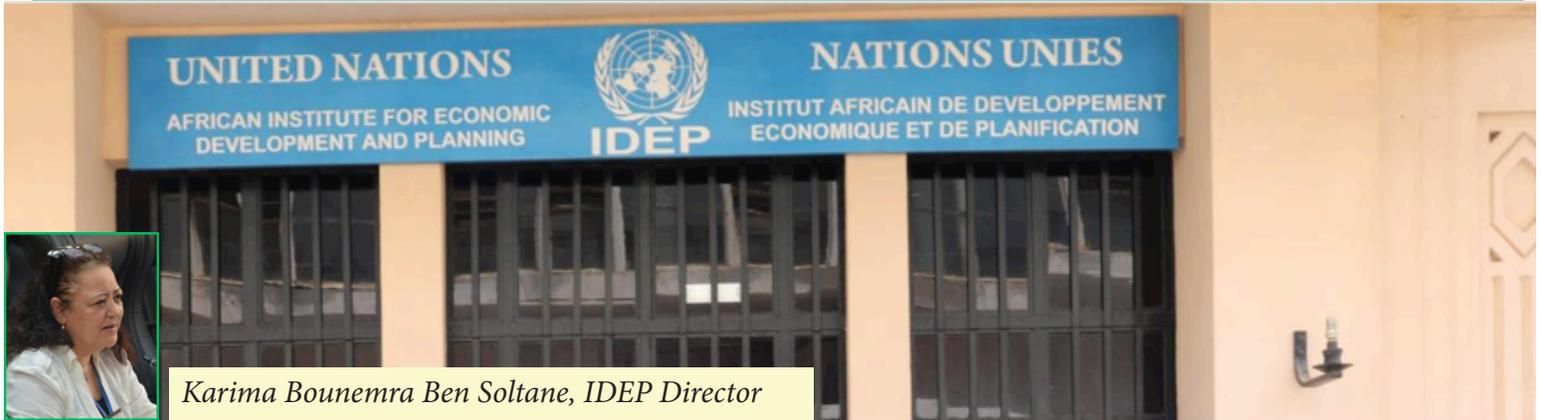
Nous avons plus d'un demi-million de pages sur le développement en Afrique qui sont accessibles à travers notre bibliothèque virtuelle.

Que voulez-vous ajouter ?

Je suis honorée d'être à la tête de l'IDEP parce qu'il est un institut qui a réellement apporté sa pierre à l'édifice de la construction africaine et au panafricanisme depuis sa création. Tous ceux qui m'ont précédée ont contribué à cela et je m'inscris dans leur sillage et dans leur volonté de contribuer au rayonnement de l'institution. Je pense que l'IDEP a eu et continuera à avoir un rôle important. Je suis aussi très heureuse que le gouvernement du Sénégal nous accueille et nous héberge. Le gouvernement du Sénégal qui est membre de notre Conseil d'Administration est présent et nous assiste dans nos activités. C'est important pour nous.

PUBLICITE

IDEP : UN CENTRE D'EXCELLENCE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE



Karima Bounemra Ben Soltane, IDEP Director

Created in 1962 by the General Assembly of the United Nations, the African Institute for Economic Development and Planning (IDEP) is the pioneer pan-African institution established on the African continent for building, upgrading and/or updating the technical aptitudes and proficiencies of mid-career and

senior government officials in economic management and development planning. As a subsidiary body of the United Nations Economic Commission for Africa (ECA) and located in Dakar Senegal, IDEP started operating on 21st November 1963.

MANDATE

Over the years, IDEP has primarily functioned within its overarching mandate of accompanying African governments in their training and capacity development efforts in the fields of economic management and planning. In addition to its core training and capacity development role, the Institute also carries out associated policy research activities on various development planning themes. Furthermore, it undertakes policy advisory services at the request of Member States and regional Economic Communities, these services being tailored to the particular needs of requesting party. The Institute also organizes a regular series of policy dialogues, public seminars, and policy conferences.

Today, the development process in Africa is driven by overarching frameworks of the Sustainable Development Goals (SDGs) and Agenda 2063. Both Agendas clearly single out the role that human and institutional capacity development must play in the achievement of their respective development goals.

STATISTICS

6,300+
beneficiaries
overall

440+
beneficiaries
online courses

56,000+
documents
available

45,000+
annual visitors
to online library



Contact

Rue de 18 Juin (Behind the National Assembly),
P.O. Box 3186, Dakar 18524, Senegal

t: +221 33 829 55 00

e: idep@unidep.org

w: www.uneca.org/idep

f

@IDEPofficial

Mamoudou Ndiaye, MD, CFE-CII- B.OPJ

Ancien fonctionnaire de l'Etat du Sénégal_Gendarme_ et Pensionnaire de l'Organisation des Nations_Unies_SG/SCIT/Rule Of Law/Timor-Leste. Je suis aujourd'hui entrepreneur et prestataire de services dans le domaine de la Bonne Gouvernance et de la Sécurité Financière, et Directeur de la structure "BANEL MOSSANE CONSULTANCY"

Il s'agit d'une entreprise individuelle (v. bas de page) et immatriculée sous le régime de taxation 'Contribution Globale Unique'. La structure est spécialisée et totalement concentrée dans la Prévention des Risques de Fraude dans les petites et moyennes entreprises.

Entre autres, la structure entreprend des activités de formation, de sensibilisation, d'identification, d'évaluation et de gestion des risques de fraude de toute nature, de détection, de vérification et de validation d'information. Par contre, la structure n'entreprend aucune activité de Police judiciaire à savoir: Rechercher et constater les infractions à la Loi pénale ; en rassembler les preuves et de procéder à des arrestations ou interpellations

"BANEL MOSSANE CONSULTANCY" est établie au Sénégal et elle est également présente au niveau International à travers un réseau global de confrères experts dans la lutte contre la fraude : Il s'agit de membres certifiés auprès de l'Ordre des experts dans la lutte contre la fraude (<https://www.acfe.com>), et de membres certifiés auprès de l'Ordre des enquêteurs internationaux, (<https://www.cii2.org>)

M. Mamoudou Ndiaye est membre certifié de l'Ordre des experts dans la Lutte contre la fraude (ACFE), membre certifié du Conseil de l'Ordre international des enquêteurs (CII) ; il est breveté officier de Police judiciaire (Gendarmerie Nationale) et membre de l'Association des Anciens Fonctionnaires Internationaux (ASAFI) - www.asafi.sn

M. Ndiaye et sa structure sont engagés dans la lutte contre toutes formes de fraude en collaboration avec évaluateurs, banquiers et institutions

financières, professionnels et auxiliaires de justice. Ils se veulent correspondants de toute structure publique ou privée francophone ou britannique engagée dans la lutte contre la fraude et la corruption par des activités de formation et de vérification ou validation d'information

Monsieur Ndiaye est titulaire : Maitrise Es Sciences Juridiques, UCAD ; -Master Degree in Social Sciences HRPD IAMR_ Guru Gobing Singh Indraprastah University New Delhi India & - D.E.U.G science Politique- Université Gaston Berger Saint-Louis Sénégal.



Relevant Publications:

1. Confronting Crime Networks in Dakar Sénégal -ISS POLICY BRIEF 65/OCTOBER 2014, Paper accessible at <https://www.issafrica.org>
2. " Results and Conclusions of Criminal Governance in Dakar Senegal, Paper accessible at <https://www.cii2.org> -The International Councilor Winter 2016
3. Cyber criminalité : Nous sommes la clé de notre propre vulnérabilité : www.voxpop.sn VoxPop N° :726 Samedi 25/mai 2019 page 4

Compte rendu de la réunion du comité directeur du 26 septembre 2019

Le Comité Directeur (CD) de l'ASAFI s'est réuni le 26 septembre 2019 dans les locaux de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) pour examiner l'ordre du jour suivant :

1. Examen des activités de l'ASAFI pour 2019
2. Discussions sur l'organisation d'un cocktail de fin d'année
3. Date de l'Assemblée Générale 2019
4. Questions diverses

Ont pris part à la réunion : Adiar Ba, Abdou Khadre Diakhaté, Makane Faye, Aboubacry Demba Lom, Djibril Ndiaye, Mansour Sow et Ndeye Ngoné Touré.

Alioune Badiane et Issa Barro ont présenté leurs excuses.

A. Orbituaire

La réunion a débuté à 10H30 par des prières pour les deux membres à vie de l'ASAFI disparus en 2019, à savoir Louis Cyprien Alexandrenne et Colonel Djiby Diop ; et l'époux de Madame Aissatou Mbodj Diouf, elle aussi membre à vie de l'ASAFI.

B. Examen des activités de l'ASAFI pour 2019

Le Bureau exécutif a présenté un rapport d'activités basé sur la mise en œuvre du programme ci-dessous qui avait été adopté par l'Assemblée Générale (AG) de 2018.

1. Domaine Organisation et Fonctionnement

Penser aux actes, actions, situations pouvant conduire à des retouches ou l'amendement des documents fondamentaux.

Malgré les démarches déjà entreprises par le Président, le Secrétaire Général et le Trésorier, le processus n'est pas encore achevé. Dans ce contexte, vu que le Doyen Mansour avait des connaissances au niveau de certaines institutions de la République, le CD lui a demandé de prendre le relai pour suivre le processus.

Par ailleurs, l'ASAFI a entrepris des démarches au niveau de l'APIX et a obtenu son NINEA qui est le numéro: 007294391.

2. Domaine Recrutement et rétention des membres

Une série d'emails, de SMS et d'appels téléphoniques a été initié par le Président en direction de nouveaux retraités, des anciens et de bénéficiaires de pension dont il a connaissance. Les emails contiennent les statuts, le règlement intérieur, la fiche d'adhésion et les modalités pour adhérer à l'ASAFI. Le CD a demandé au Président d'envoyer un email de relance.

En outre, les membres reçoivent des informations ciblées de la part du Président qui par ailleurs, les soutient constamment dans la résolution de problèmes liés, entre autres, à la réception de leur pension, à l'assurance, au certificat d'existence, etc.

Les taux de cotisations sont restés au même niveau.

Des emails ont été envoyés pour demander le paiement des cotisations car pour 2019, beaucoup de membres ne sont pas à jour.

3. Domaine Ressources Financières

Le Trésorier a présenté la situation financière dans laquelle il est noté 3 cotisations à vie. Le CD a demandé au Trésorier de revoir la forme de présentation du rapport financier. Dans ce contexte Djibril Ndiaye a proposé de lui envoyer un canevas sur Excel.

Il a été noté que le paiement par les services de transfert automatisés était très prisé.

Plusieurs membres préconisent de payer pour la cotisation à vie. Cette dernière donne droit de membre à vie à l'époux ou l'épouse survivant.

Un Comité de Mobilisation de Ressources présidé par Issa Barro a été mis en place. Il a tenu une réunion et produit une note conceptuelle avec des recommandations dont certaines ont été mises en œuvre avec succès.

Le Président a contribué pour un montant de 100.000FCFA au titre de la Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE) 2019.

Le CD recommande à tous les membres qui ont des cabinets, des bureaux d'études et de services ou qui effectuent des consultations de contribuer à la RSE pour soutenir l'ASAFI.

4. Domaine Affaires sociales, médicales et humanitaires

Le recensement des bénéficiaires de la pension a connu des problèmes à cause de la confidentialité liée aux pensions. Seule la Caisse de Pension a le droit de procéder au recensement. Cependant, la directrice de l'IDEP informe régulièrement le Président des départs à la retraite de personnel sénégalais travaillant dans les institutions ONU basées à Dakar. En outre, Djibril Ndiaye fait de même pour tous les nouveaux retraités du BIT.

Le Président a distribué une fiche de recensement des membres pour recueillir les données exactes du (de la) pensionnaire et des héritiers pour une prévision éventuelle de problèmes médicaux et décès. Cependant, seules 4 personnes ont répondu au questionnaire.

Des visites à domicile ont été effectuées en direction de malades et membres d'âge avancé.

Des visites supplémentaires devront être programmées avant la fin de l'année. Aboubacry D. Lom a été chargé de trouver un RV pour la visite du CD au domicile du Doyen Cheikh Hamidou Kane.

Des membres du CD ont fait le déplacement pendant les décès de membres ou parents proches des membres pour présenter les condoléances de l'ASAFI.

5. Domaine Affaires juridiques et des pensions

La protection de la pension se fait en coopération avec la FAAFI qui est représentée au niveau du Comité de la Caisse des Pensions.

6. Relations extérieures locales et internationales

Au niveau national, depuis le départ du Ministre Mankeur Ndiaye, les ministres successifs des affaires étrangères n'ont pas répondu favorablement à nos courriers.

En matière de coopération avec les associations nationales de retraités, le Président est en contact avec l'une des associations d'anciens fonctionnaires nationaux retraités du Sénégal.

En ce qui concerne les représentations du Système onusien, après une rencontre fructueuse avec la Coordinatrice résidente en 2018, les relations sont tombées au point mort car le point focal de l'ASAFI au niveau de la coordination du Système onusien a eu un détachement temporaire puis une affectation à New York. Par conséquent, notre seul point de contact actif en 2019 au niveau du système est l'IDEP qui nous abrite gracieusement. Enfin, au niveau international, le Président a pris part à la réunion du Conseil de la Fédération des Associations des Anciens Fonctionnaires Internationaux (FAAFI) qui s'est tenue à Vienne, Autriche du 15 au 17 juillet 2019.

7. Informations et Communications (IC)

Le bulletin d'information de l'ASAFI devra être publié et distribué pendant l'AG 2019. Dans ce contexte, Djibril et Mansour ont décidé de se rencontrer le plus rapidement possible pour discuter du contenu qui sera en principe de 12 pages. A cet égard, le Président devra envoyer toute information disponible à Djibril.

Une conférence de presse largement relayée par les médias nationaux a été organisée le 09 avril 2019 à l'IDEP.

8. Domaine Patrimoine

Les remarques au point 6 ci-dessus servent de réponses.

9. Domaine Activités culturelles

La Journée des Nations Unies étant prévue pour le 24 octobre, le CD a demandé à Djibril de se mettre en rapport avec le CINU pour voir les actions prévues par le système pendant la Journée.

Un cocktail mettant ensemble tous les retraités qui le désirent est prévu avant la fin 2019. Voir ci-dessous.

10. Domaine Activités particulières

Le Trésorier, Aboubacry Demba Lom a représenté l'ASAFI aux assises de la Société civile.

C. Organisation d'un cocktail de fin d'année

L'idée d'organiser en dehors de l'Assemblée Générale une rencontre annuelle entre tous les retraités a fait son chemin au cours de l'année entre plusieurs membres de l'ASAFI.

Le CD a trouvé nécessaire de convier tous les retraités membres ou non à une telle rencontre annuelle, sous forme de cocktail, pour permettre aux anciens fonctionnaires de mieux se connaître et aussi de sensibiliser les non membres aux idéaux de l'Association. La Journée des Nations Unies, 24 octobre a été choisie pour organiser ce premier cocktail de l'ASAFI.

Le CD a demandé à Djibril de préparer les cartes par le billet de son unité de presse et au Président d'envoyer les invitations par email à tous

les retraités connus et à certains dignitaires du régime.

D. Date de l'Assemblée Générale 2019

Vu que la Journée des Nations Unies a été choisie l'an dernier pour organiser l'AG, le CD a décidé de suivre la même logique pour l'année 2019.

E. Questions diverses

Le CD a demandé au Président d'écrire une lettre de félicitation à Madame Touré, Présidente du Conseil économique, social et environnemental, en tant qu'ancienne fonctionnaire des Nations Unies. Mansour délivrera le courrier.

F. Fin de la réunion

L'ordre du jour étant épuisé le Président remercia les membres du CD et leva la séance à 12H00.

DISTINCTION

Makane Faye, Président d'ASAFI a reçu la distinction de l'Union Africaine (UA) et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) pour sa contribution remarquable au développement d'Internet et de la société de l'information en Afrique.

Le prix a été remis par le Ministre d'Etat, Directeur de Cabinet du Président de la République du Tchad lors de la clôture du 8ème Forum africain sur la Gouvernance de l'Internet le 12 septembre 2019 à Ndjamena, Tchad.



ANNONCES

Cocktail

En marge de son Assemblée générale, l'Association Sénégalaise des Anciens Fonctionnaires Internationaux des Nations Unies (ASAFI) organise un cocktail le 24 octobre 2019 à partir de 17 heures 30 dans les Jardins de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), Rue du 18 juin, derrière l'Assemblée Nationale, Dakar, Sénégal

Assemblée générale de ASAFI

L'Association Sénégalaise des Anciens Fonctionnaires Internationaux des Nations Unies (ASAFI) tient son Assemblée générale le 24 octobre 2019 à partir de 09 heures à l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), Rue du 18 juin, derrière l'Assemblée Nationale, Dakar, Sénégal

Y-a-t-il une vie après la retraite ?

Mansour Sow répond aux questions d'un jeune fonctionnaire.

Mamadou est un jeune fonctionnaire qui, après de brillantes études et une recherche éfrénée d'emploi, s'est rabattu sur un poste de cadre qui lui avait été offert au niveau de son administration locale. Après quelques années dans la fonction publique et fort d'une bonne expérience, Mamadou obtint un poste au sein du système des Nations Unies suite à une série de tests très relevés. En vacances au pays, ce jeune, la quarantaine révolue, pense à la retraite et de ce que va être sa vie une fois la retraite arrivée. C'est dans ce cadre qu'il m'a interpellé en me posant une série de questions..



Bonjour Doyen Sow, je constate que depuis mon arrivée à Dakar vous êtes toujours actif. Pourriez-vous me parler de vous, de votre expérience et de ce que vous faites ?



Bonjour Mamadou, permets moi de te dire combien je suis admiratif devant ton attitude proactive pour poser le problème de l'après retraite.

En effet, je suis un « enfant » du système, j'y suis rentré très jeune et ai gravi tous les échelons de la gestion administrative et

financière du PNUD. D'Assistant administratif pendant six bonnes années, j'ai obtenu un « détail » au bureau du PNUD Mali (détail = affectation temporaire) en qualité de Chargé d'Administration et des Finances pendant deux ans. Par la suite je suis, pour évaluation, rappelé à Dakar et vois mon statut international être confirmé par une affectation au Bénin pour quatre années en qualité d'Assistant Représentant Résident en charge de l'Administration et des Finances.

C'est ensuite le tour du Burundi pour quatre années (deux ans avant et deux ans après la crise).

Il faut souligner ici que les chargés d'administration ou « Administrateurs » comme on nous appelait alors, étaient également « Deputy Designated Official/ DDO » c'est-à-dire également chargé de la sécurité de l'ensemble du Système des Nations Unies dans le pays d'affectation. La crise au Burundi m'a permis de mieux assoir mes compétences en matière de sécurité.

Ainsi, à ce titre, les Bureaux d'Abidjan et des Comores m'ont sollicité pour rédiger leur plan de sécurité en prélude à des élections.

Mais depuis la crise burundaise, l'ONU a ôté les tâches de Sécurité aux Administrateurs en recrutant un personnel de sécurité avec un profil militaire.

Après quatre ans au Burundi, je retourne au Sénégal et quitte le PNUD en anticipé deux ans après.

En 2000, je suis rappelé par le Bureau Régional du PNUD à New York pour des remplacements de six mois en qualité de Directeur des Opérations a.i en Angola, au Lesotho et en Guinée Bissau.

C'est alors que le Représentant du Bureau de Maintien de la Paix des Nations Unies me propose le poste de Chargé d'Administration de l'UNOGBIS en Guinée Bissau où je resterai quatre bonnes années avant de rentrer définitivement au Sénégal.



Dans l'entretemps, j'ai effectué plusieurs missions d'évaluation de projets exécutés par l'UNOPS en qualité de consultant en Afrique ; en Côte d'Ivoire, en RD Congo, au Cameroun, au Mali et au Togo, mais également des missions auprès de la CEE à Bruxelles et New York dans le cadre de projets».

J'ai aussi fait du bénévolat en enseignant l'anglais aux nouveaux immigrants auprès de la Municipalité de Providence Rhodes Island aux États Unis.

Voilà mon cher Mamadou un ramassé d'une carrière qui m'aura permis de voyager, nouer d'importants contacts et assoir une riche expérience dans des domaines aussi importants que la Gestion administrative, les Finances, la Sécurité et les Techniques d'évaluation de projets.

Fort de tout cela, j'ai dans un premier temps encadré des jeunes qui rédigeaient leurs thèses (BA et Master). Ensuite je me suis lancé dans le bénévolat pour rendre à mon pays ce qu'il m'a donné. Pur Produit de l'école publique, tout notre cursus a été gratuit. Contrairement à vous, pour qui nous avons dû payer très cher pour vous assurer des enseignements de qualité.

J'ai décidé depuis plus d'une décennie d'accompagner le jeune Maire de ma commune Me Augustin Senghor dont je suis le Conseiller Spécial en charge du Patrimoine et des Affaires politiques. A ce titre, je participe aux négociations et à la mise sur pied de tous les projets structurants de notre commune, plus particulièrement dans le domaine de l'environnement, de l'eau et de l'assainissement. Parallèlement, je suis le directeur de l'Hôtel municipal « La Porte du Retour » de Gorée.

Quel conseil me donnez-vous finalement pour m'assurer une bonne retraite ?

1. Faire ce que vous avez toujours voulu faire en toute indépendance,
2. Rester « focus » sur cela et ne pas vous disperser dans plusieurs expériences,
3. Être toujours dans une perspective d'être utile à sa société, à son environnement immédiat.

Voilà fils, puisse le Tout Puissant vous guider et vous inspirer.

